



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

calamités agricoles

Question au Gouvernement n° 3268

Texte de la question

SÉCHERESSE

M. le président. La parole est à Mme Anny Poursinoff, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine. Mme Anny Poursinoff. Ma question s'adresse aussi à M. le ministre de l'agriculture.

Poussés depuis des décennies, à privilégier des systèmes de production intensive, à investir dans des cultures nécessitant une irrigation massive, les agricultrices et les agriculteurs se retrouvent en difficulté dès qu'un épisode de sécheresse se produit. C'est le cas encore cette année.

La responsabilité politique devrait enfin vous conduire à dessiner une autre politique agricole, une politique qui développe la polyculture et soutient les petites exploitations, plutôt que de maintenir un système qui consacre la moitié de nos ressources en eau à l'irrigation.

Le système économique et énergétique dans lequel vous enfermez la France ne fait qu'aggraver la crise climatique.

Alors que la sécheresse menace la survie de très nombreuses exploitations agricoles, faudra-t-il demain choisir entre le refroidissement des centrales nucléaires et l'irrigation ?

La mise en place des zones de répartition des eaux a été repoussée, ce qui retarde d'autant les concertations sur les captages et la gestion de l'eau.

Nous le savons, les solutions miracles n'existent pas.

Ni les réserves collinaires, ni le fauchage systématique des jachères consacrées à la biodiversité, ne régleront le problème d'une sécheresse, dont les effets n'ont rien de conjoncturel mais sont structurels !

En revanche, les propositions concrètes pour que notre agriculture réponde aux défis du changement climatique ne manquent pas.

Qu'attendez-vous par exemple, pour interdire les agro-carburants ? Qu'attendez-vous pour soutenir la recherche pour l'agriculture biologique plutôt que pour les OGM ? Qu'attendez-vous pour soutenir l'agriculture paysanne, plutôt que l'industrie agro-alimentaire, quoi qu'en pense le nouveau président de la FNSEA ? (*Vives protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le ministre, quelle sera votre contribution au plan national d'adaptation au changement climatique qui vient d'être annoncé par votre collègue de l'environnement ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire*. Madame la députée Anny Poursinoff, je ne suis pas sûr que ce soit au beau milieu de la grave crise que traversent tous les exploitants agricoles français qu'il faille poser la question des grands changements climatiques ou des évolutions fondamentales qui peuvent se poser à l'agriculture française. La première réponse que nous avons à apporter est une réponse concrète sur l'alimentation du bétail, sur le soutien aux agriculteurs et sur la production agricole de notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC.*)

Vous me permettrez également d'observer que, quoi que l'on veuille, quoi que l'on dise, il faut bien de l'eau pour faire pousser les cultures ou nourrir les bêtes. Quel que soit le modèle agricole que nous retiendrons, nous

devrons en revenir à ces évidences.

Nous avons fait avec l'ensemble du Gouvernement le choix d'une agriculture durable, d'une agriculture qui respecte davantage les ressources, d'une agriculture qui réduit l'utilisation des phytosanitaires de moitié d'ici 2018, d'une agriculture moins consommatrice de terres agricoles, moins consommatrice d'antibiotiques, moins consommatrice d'engrais minéraux qui reviennent trop cher aux producteurs.

Nous avons fait le choix d'une agriculture responsable, d'une agriculture qui tient compte du changement climatique mais aussi de la nécessité de produire une alimentation à la hauteur de la demande mondiale. Nous avons fait le choix d'une agriculture qui tient compte du prix que les consommateurs sont prêts à payer pour leur alimentation. Nous avons fait le choix d'une agriculture diversifiée. Nous avons fait le choix d'une agriculture qui reste présente partout sur le territoire grâce au maintien des aides agricoles européennes. Nous reposerons quand vous le voudrez la question des grands choix stratégiques que nous avons fixés pour l'agriculture française, mais, je vous en supplie, aujourd'hui, concentrons-nous sur les réponses concrètes que nous pouvons apporter aux paysans en détresse. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [Mme Anny Poursinoff](#)

Circonscription : Yvelines (10^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3268

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 mai 2011